



CAMEROON



59^{ème} SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

DEBAT GENERAL

**Déclaration de
S.E.M. François-Xavier NGOUBEYOU
Ministre d'Etat chargé des Relations Extérieures**

Vérifier à l'audition

New York, 28 septembre 2004

MISSION PERMANENTE DU CAMEROUN
AUPRES DES NATIONS UNIES

22 EAST 73rd STREET, NEWYORK, N.Y. 10021
(212) 794-2295 FAX: (212) 249-0533

PERMANENT MISSION OF CAMEROON
TO THE UNITED NATIONS

Monsieur le Président,

Vous avez été élu avec brio le 10 juin 2004 à la Présidence de notre Auguste Assemblée. Au moment où vous entamez effectivement votre mandat, j'ai l'immense plaisir de vous réitérer les chaleureuses et fraternelles félicitations du Peuple Camerounais frère, voisin et ami, de son Gouvernement, et de son Président, S.E.M. Paul BIYA.

Votre élection consacre une carrière exceptionnelle. Elle est un hommage à la diplomatie gabonaise incarnée avec sagesse par S.E. le Président EL HADJ OMAR BONGO ODIMBA.

Le Cameroun félicite également les autres membres du bureau de la 59^e Session de notre Assemblée, et vous confirme toute sa pleine coopération et son entière disponibilité.

C'est aussi l'occasion de rendre un vibrant hommage à votre prédécesseur, Son Excellence Monsieur Julian HUNTE pour l'important travail qu'il a abattu avec l'appui inlassable de son bureau, pour les résultats obtenus, notamment dans notre quête commune de réformer notre Organisation et d'en améliorer l'efficacité, en revisitant entre autres, les méthodes de travail de l'Assemblée Générale.

Monsieur le Président,

L'année qui s'achève nous aura confortés dans notre volonté commune de consolider le multilatéralisme, et d'en faire le cadre idoine de gestion des affaires internationales, autour d'un nouvel ordre international dont les Nations Unies seraient le pilier et l'élément structurant.

Malgré quelques péripéties et turbulences traversées par l'ONU et notamment le Conseil de Sécurité, le temps est aujourd'hui au dialogue actif entre les Nations, toutes acquises à l'Universalité de l'ONU, et à son rôle unique et irremplaçable, dans la promotion du développement économique et social, de la Paix et de la Sécurité Internationales.

Bien sûr le monde fait face à de nombreux défis. Certains sont d'un type nouveau. D'autres quoique mieux connus et plus anciens, restent tout autant sans solution réelle, soit du fait de leur complexité, soit à cause d'une volonté insuffisante de la Communauté Internationale à mobiliser les moyens à la hauteur des enjeux

Monsieur le Président,

Nous recevrons en Janvier 2005, le Rapport du Groupe d'éminentes personnalités nommées par le Secrétaire Général pour réfléchir sur les réformes susceptibles de rendre notre Organisation plus efficace, plus transparente, plus démocratique et à même de s'acquitter de ses missions et de juguler les défis nouveaux qui nous interpellent.

Je suis confiant en ce que ce Panel, au moment d'articuler ses recommandations, ne manquera pas de s'adosser sur les propositions antérieures pertinentes, notamment celles faites dans le cadre du Sommet du Millénaire.

Pour le Cameroun, l'homme doit être au centre de toute réforme de fond des Nations Unies.

Aussi mon Pays continue-t-il d'insister sur la proposition faite ici à New York lors du Sommet du Millénaire par S.E. Paul BIYA en faveur de la création au sein du Secrétariat Général de l'ONU, d'un Observatoire international d'éthique, chargé je cite : "de promouvoir entre les nations et à l'intérieur de celles-ci, les valeurs humaines fondamentales universelles" fin de citation.

Par ailleurs, le moment nous semble venu pour l'Assemblée Générale de se prononcer sur la question de la réforme du Conseil de Sécurité, notamment son élargissement.

Les propositions sur la table de l'Assemblée Générale constituent incontestablement une très bonne base de discussions.

Il vous souviendra qu'en son temps, l'Union Africaine avait préconisé, dans un Conseil de Sécurité rénové, 07 sièges pour l'Afrique, dont 02 permanents. Cette proposition à laquelle le Cameroun souscrit pleinement demeure toujours valable.

Désormais, il nous faut donc sans tarder, forger un consensus solide, gage d'une plus grande transparence et d'une légitimité retrouvée d'un Conseil de Sécurité plus efficace et plus crédible.

Monsieur le Président,

Le Cameroun aux côtés des autres Nations, est engagé résolument dans la lutte contre les menaces d'un type nouveau, qui mettent gravement en péril la Paix et la Sécurité Internationales.

Nous condamnons sans réserve le terrorisme international ainsi que toutes les formes d'intégrisme et d'extrémisme qui lui servent de terreau et de vecteur.

C'est pour cette raison que nous réitérons notre Solidarité à tous ceux qui en ont été victimes encore récemment, en Russie et au Moyen Orient.

Les actions engagées par le Conseil de Sécurité sont à cet égard encourageantes. Mais, à notre avis, l'heure d'une mobilisation mondiale au Sommet a sonné. Il est temps d'agir ensemble contre la pieuvre terroriste. Une fois de plus, le Cameroun suggère la convocation urgente d'une Conférence de très haut niveau pour définir ensemble les stratégies de combat plus efficaces.

Monsieur le Président,

Les nouvelles menaces constituent un défi réel, et il est normal qu'on leur accorde une certaine priorité.

Cette approche sera d'autant plus opportune, que les autres préoccupations traditionnelles de l'Organisation continueront de bénéficier de toute notre attention.

Pour le Cameroun, rien ne peut justifier le terrorisme. Cependant la réponse au terrorisme et aux autres nouvelles menaces ne saurait être uniquement militaire.

Notre monde d'aujourd'hui doit s'attaquer aux causes de la violence et aux injustices qui minent la Paix internationale.

La résolution des conflits régionaux, en Afrique, au Moyen Orient, et ailleurs, la lutte contre la pauvreté, la mobilisation contre les grandes pandémies et tout particulièrement contre le VIH-SIDA, l'équité dans le commerce planétaire des biens et services, le traitement de la dette extérieure des Pays pauvres, sont à bien des égards autant de défis qui interpellent notre Organisation au même titre que « les nouvelles menaces ».

Monsieur le Président,

J'ai tenu à tracer ce parallèle car le risque est réel de nos jours de s'accommoder de la pauvreté endémique qui tue chaque jour par milliers, particulièrement en Afrique sub-saharienne.

Il serait rassurant que la solidarité envers les pauvres s'exprime, au-delà des mots, beaucoup plus concrètement.

Pour lutter contre la faim et la pauvreté, nous avons besoin de financements privés et publics massifs. Nous avons besoin d'être soulagés du fardeau de la dette!

Monsieur le Président,

Le monde vit aujourd'hui un paradoxe.

Les Pays les plus pauvres sont ceux qui ont désormais les économies les plus ouvertes et les plus libérales.

Même leur secteur non marchand a été privatisé, mettant des millions de citoyens au chômage, déstabilisant des secteurs sociaux de base comme l'eau ou l'électricité pour de longues années, avec des conséquences perverses sur l'ensemble de l'activité économique.

Monsieur le Président,

L'ordre économique actuel, si l'on n'y prend garde, risque de consolider et de pérenniser les rapports de force au profit des pays riches, et au détriment des Nations pauvres.

Les riches peuvent subventionner à loisir leur agriculture, leur industrie, leur secteur aérien etc.

Quant aux pays pauvres, ils doivent, sous la vigilance d'Institutions financières où leurs voix comptent peu, se soumettre à la loi du marché.

Le coton d'Afrique de l'Ouest et du Centre est l'exemple même d'une mondialisation déséquilibrée et injuste.

Bien sûr, il convient de ne pas se décourager et le Cameroun est convaincu que sous votre Présidence, la 59^e session de notre Assemblée prendra des initiatives fortes en faveur des Pays pauvres, en vue d'un

rééquilibrage de la mondialisation pour la rendre plus équitable et bénéfique pour tous.

Les relations économiques internationales doivent être profondément réformées, en faveur d'une plus grande implication de l'ONU.

Monsieur le Président,

Il en va de la santé comme de l'économie. Le monde, pris globalement, est riche. Il dispose de moyens suffisants pour assurer à tous une santé acceptable. Les médicaments existent, qui devraient permettre d'endiguer les grandes pandémies. La recherche et l'industrie pharmaceutique font chaque jour des pas de géant pour venir à bout de la malaria, de la tuberculose, de la méningite, du choléra etc. Et pourtant ces fléaux tuent chaque année des millions d'Africains. En cause, la pauvreté, l'insuffisance de moyens pour accéder aux soins et aux médicaments.

S'agissant du VIH-SIDA, plus terrible car jusqu'ici incurable, l'on peut se féliciter que la recherche scientifique permette aujourd'hui d'en diminuer drastiquement la portée dévastatrice.

Certes, la Conférence de Bangkok sur le Sida a donné des raisons d'espérer.

Certes, on enregistre chaque jour des annonces de contribution significatives en faveur de la lutte contre cette pandémie.

Il reste malheureusement que la majorité des personnes infectées par le virus du SIDA ne peuvent toujours pas accéder aux médicaments antirétroviraux, faute de moyens financiers.

La lutte contre le SIDA est une cause mondiale qui nous interpelle tous.

Monsieur le Président,

J'ai évoqué tantôt les conflits régionaux. Leur impact sur la détérioration de l'environnement international aux plans politique, sécuritaire, économique, et humanitaire n'est plus à démontrer.

L'Afrique, comme si ses autres handicaps ne suffisaient pas, se situe au premier rang des continents qui connaissent le plus de conflits, comme en témoigne l'ordre du jour du Conseil de Sécurité.

La situation dans certains Pays commande un relatif optimisme. L'évolution au Libéria, en Sierra Léone, en Guinée Bissau, aux Comores, nous donnent des raisons d'espérer.

Les récents engagements forts pris par les acteurs politiques de la crise ivoirienne ouvre sans aucun doute des perspectives meilleures pour ce Pays frère et ami.

En Afrique Centrale, malgré quelques éclaircies, la situation demeure préoccupante. Elle exige une vigilance de tous les instants, et une implication multiforme et accrue de la Communauté Internationale.

Dans cet esprit, il paraît indispensable que la Conférence Internationale sur les Grands Lacs, plusieurs fois annoncée, mais toujours différée, se tienne enfin comme prévu, en novembre 2004. Elle permettra de poser de nouvelles bases d'une coopération constructive entre les Pays de la région, dans l'intérêt bien compris de leurs peuples respectifs.

S'agissant toujours de l'Afrique Centrale, nous avons bon espoir qu'au cours de la présente session, lors du débat sur la coopération entre l'ONU et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), une suite sera donnée aux préoccupations exprimées par les Chefs d'Etat de notre sous-région à la Mission inter-institutions du Secrétaire Général qui s'est rendue en Afrique Centrale.

Il convient de rappeler à cet égard que de façon unanime, les Chefs d'Etat avaient exprimé avec force le souhait d'une présence politique du Secrétaire Général en Afrique Centrale à travers une structure sous-régionale permanente. Nous reprenons à notre compte les développements faits à ce sujet par le Congo en sa qualité de Président en exercice de la CEEAC.

Monsieur le Président,

La crise du Darfour est pour l'heure une grande préoccupation pour notre continent. Désireuse d'y prévenir une catastrophe comme on en a connu

par le passé, l'Union Africaine a pris ce problème à bras le corps avec l'appui décisif du Conseil de Sécurité, et des autres partenaires internationaux. Il faut y souhaiter une issue positive, très rapidement.

Pour ce faire, le dialogue doit être constant, prospectif et volontariste entre tous les acteurs de la crise.

Bien entendu, la volonté politique et la détermination des autorités Soudanaises sont incontournables. Celles-ci devraient continuer à en faire la preuve. Ce n'est qu'à ce prix qu'une catastrophe humanitaire sans précédent sera évitée.

En tout état de cause, la Communauté Internationale doit se mobiliser davantage autour de l'Union Africaine pour conjurer le sort et juguler sans délais, cette crise majeure.

Monsieur le Président,

Mon Pays est fondamentalement attaché à la Paix.

Il ne ménage aucun effort pour favoriser la résolution pacifique des différends.

Dans cet esprit, il continuera d'oeuvrer en faveur de la paix dans le monde, en Afrique, en Afrique Centrale et dans le Golfe de Guinée.

Comme vous le savez, la Cour Internationale de Justice de la Haye, après une longue procédure qui aura duré près de dix ans, a rendu le 10 octobre 2002 son arrêt dans le différend frontalier entre le Cameroun et le Nigéria.

Les deux pays qui, dans le cadre de la Commission Mixte mise en place par le Secrétaire Général des Nations Unies et présidée par son Représentant Spécial, se sont engagés à définir les modalités de mise en oeuvre de cet Arrêt, ont adopté un programme de travail assorti d'un calendrier précis, approuvé le 31 janvier 2004 par leurs Chefs d'Etat et le Secrétaire Général de l'ONU.

Ce dernier dans son rapport, résume de façon fort éloquente, les progrès accomplis dans ce cadre.

Nous en appelons à la famille des Nations Unies afin qu'elle apporte tout son soutien au Secrétaire Général et use de son influence pour aider le Nigeria et le Cameroun dans le processus de mise en oeuvre de l'arrêt pertinent de la Cour Internationale de Justice.

Monsieur le Président,

Qu'il s'agisse de la réforme de notre Organisation, pour la rendre plus efficace, plus démocratique et plus légitime,

Qu'il s'agisse du processus de paix au Proche-Orient à relancer dans le cadre de la feuille de route,

Qu'il s'agisse de la pacification, de la reconstruction, de la sécurisation, de la ré institutionnalisation de l'Iraq ou de l'Afghanistan,

Qu'il s'agisse de la résolution des conflits africains et de la reconstruction post-conflit des pays concernés,

Qu'il s'agisse de la lutte contre le SIDA et les autres pandémies,

Qu'il s'agisse du rééquilibrage des mécanismes financiers et commerciaux en faveur des pays les plus faibles et les plus exposés,

Qu'il s'agisse enfin de l'éradication de la pauvreté,

Nous pensons, **Monsieur le Président** et **Cher** frère, que vous avez là un cahier de charges bien rempli ! Fort heureusement, vos grandes qualités vous prédisposent largement à entraîner la communauté internationale à y faire face.

Vous avez en plus à vos côtés le Secrétaire Général de notre Organisation, Monsieur KOFI ANNAN, Prix Nobel de la Paix, dont l'action et l'engagement en faveur de la Paix, de la Sécurité et du Développement servent aujourd'hui de levier et de moteur pour l'ensemble de la Communauté Internationale.

Vous avez également à vos côtés j'en suis sûr, l'ensemble des Etats membres.

Le Cameroun, pour sa part, ne ménagera aucun effort pour vous appuyer dans votre exaltante mission.

Je vous remercie./-